



COMMUNE DE LILLY

Règlement communal
sur
l'évacuation et l'épuration des eaux

Janvier 1994

Annexes modifiées 2005 et 2011

COMMUNE DE LULLY

REGLEMENT SUR L'EVACUATION ET L'EPURATION DES EAUX.

I. DISPOSITIONS GENERALES

Objet -
Bases légales Article premier.-Le présent règlement a pour objet l'évacuation et l'épuration des eaux sur le territoire communal.

Il est édicté en exécution des prescriptions fédérales et cantonales en matière de protection des eaux, dont l'application est réservée.

Planification Art. 2.- La municipalité procède à l'étude générale de l'évacuation et de l'épuration des eaux; elle dresse le plan à long terme des canalisations publiques (PALTY), soumis à l'approbation du Département des travaux publics, de l'aménagement et des transports (ci-après le Département) par l'intermédiaire du Service des eaux et de la protection de l'environnement (ci-après: SEPE).

Périmètre du réseau d'égout Art. 3.- Le périmètre du réseau d'égout comprend l'ensemble des fonds (bâti ou non) classés en zone constructible selon le plan d'affectation et, en dehors de cette zone, les fonds bâtis dont le raccordement au réseau public peut être raisonnablement exigé compte tenu du coût et de la faisabilité.

Les fonds compris dans le périmètre ainsi défini sont dits "raccordables" par opposition aux fonds "non raccordables" sis à l'extérieur dudit périmètre.

Evacuation des eaux Art. 4.- Dans le périmètre du réseau d'égout, les eaux polluées, de nature à contaminer les eaux dans lesquelles elles seraient déversées, doivent être raccordées à la station d'épuration centrale. Elles sont dénommées ci-après "eaux usées".

Les autres eaux, non polluées, ne doivent pas parvenir à la station d'épuration centrale. Elles sont appelées ci-après "eaux claires".

Sont notamment considérées comme eaux claires:

- les eaux de fontaines;
- les eaux de refroidissement et de pompes à chaleur;
- les eaux de drainage;
- les trop-pleins de réservoirs;
- les eaux pluviales en provenance de surfaces rendues imperméables telles que toitures, terrasses, chemins, cours, etc.)

Si les conditions hydrogéologiques le permettent, les eaux claires doivent être infiltrées dans le sous-sol.

Si les conditions locales ne permettent pas l'infiltration, ces eaux peuvent être évacuées dans les eaux superficielles, via les équipements publics ou privés.

Si l'augmentation de débit des eaux claires due aux constructions ne peut être supportée par le cours d'eau en regard avec les rejets existants, des mesures de rétention peuvent être exigées au sein des constructions et de leurs aménagements extérieurs.

Champ d'application
Art. 5.- Le présent règlement s'applique aux propriétaires, usagers ou superficiaires de fonds raccordables.

Les conditions d'évacuation et de traitement des eaux en provenance de fonds non raccordables sont arrêtées par le Département.

II. EQUIPEMENT PUBLIC

Définition
Art. 6.- L'équipement public comprend l'ensemble des installations nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux en provenance des fonds raccordables.

Il est constitué:

- a) d'un équipement de base comprenant la station centrale d'épuration et ses ouvrages annexes ainsi que les collecteurs de transport, en principe hors zone constructible;
- b) d'un équipement général comprenant les collecteurs de concentration et leurs annexes, en principe en zone constructible;
- c) d'un équipement de raccordement comprenant les collecteurs destinés à relier les divers bien-fonds à l'équipement général.

Propriété - Responsabilité
Art. 7.- La commune est propriétaire des installations publiques d'évacuation et d'épuration; elle pourvoit, sous la surveillance de la municipalité, à leur construction, à leur entretien et à leur fonctionnement réguliers.

Dans les limites du Code des obligations, la commune est responsable des ouvrages qui lui appartiennent.

Réalisation de l'équipement public
Art. 8.- La réalisation de l'équipement public est opérée conformément au P.A.L.T.; elle fait l'objet de plans soumis à enquête publique, qui font notamment distinction des ouvrages faisant partie de l'équipement de base, de l'équipement général et de l'équipement de raccordement.

L'équipement public est construit, selon les besoins, en une ou plusieurs étapes.

Droit de passage
Art. 9.- La commune acquiert à ses frais les droits de passage ou autres servitudes nécessaires à l'aménagement et à l'entretien des installations publiques.

III. EQUIPEMENT PRIVE

Définition
Art. 10.- L'équipement privé est constitué de l'ensemble des canalisations et installations reliant un bien-fonds à l'équipement public.

Le cas échéant, les installations de prétraitement font également partie de l'équipement privé.

Propriété - Responsabilité
Art. 11.- L'équipement privé appartient au propriétaire; ce dernier en assure à ses frais la construction, l'entretien et le fonctionnement réguliers.

Dans les limites du Code des obligations, le propriétaire est responsable des ouvrages qui lui appartiennent.

Droit de passage
Art. 12.- Le propriétaire dont l'équipement privé doit emprunter le fonds d'un tiers acquiert à ses frais les droits de passage ou autres servitudes nécessaires à son aménagement et à son entretien.

Lorsque la construction ou l'entretien d'un équipement privé nécessite des travaux de fouille sur le domaine public, le propriétaire doit préalablement obtenir l'autorisation du service cantonal ou communal compétent.

Prescriptions de construction
Art. 13.- Les équipements privés sont construits en respectant les normes professionnelles et les prescriptions techniques du présent règlement (chapitre V ci-après), par un entrepreneur qualifié choisi par le propriétaire.

Obligation de raccorder
Art. 14.- Les eaux usées et les eaux claires des bâtiments susceptibles d'être raccordés à l'équipement public doivent être conduites à un point de raccordement fixé par la municipalité.

Contrôle municipal
Art. 15.- La municipalité fixe pour le surplus des délais et autres modalités de raccordement à l'équipement public; elle procède au contrôle des installations avant le remblayage des fouilles et peut exiger, à la charge du propriétaire, des essais d'étanchéité.

La municipalité peut accéder en tout temps aux équipements privés pour vérification. En cas de défectuosité dûment constatée, elle en ordonne la réparation ou, au besoin, la suppression.

Reprise
Art. 16.- Si des ouvrages faisant partie de l'équipement privé font ultérieurement fonction d'équipement public, la commune procède à leur reprise; en cas de désaccord, pour un prix fixé à dire d'expert.

Adaptation du système d'évacuation
Art. 17.- Lors de l'entrée en vigueur du présent règlement, les propriétaires d'équipements privés évacuant de manière non différenciée leurs eaux usées et leurs eaux claires, sont tenus de réaliser à leurs frais, des évacuations conformes à l'article 4; le cas échéant, dans un délai fixé par la municipalité.

IV. PROCEDURE D'AUTORISATION

Demande d'autorisation
Art. 18.- Aucun travail ne peut être commencé sans l'autorisation de la municipalité. Avant de construire son équipement privé et de le raccorder à un collecteur public, le propriétaire présente à la municipalité une demande écrite d'autorisation, signée par lui ou par son représentant.

Cette demande doit être accompagnée d'un plan de situation au format A4 au minimum, extrait du plan cadastral et indiquant le diamètre intérieur, la pente, la nature et le tracé des canalisations, ainsi que l'emplacement et la nature des ouvrages spéciaux (grilles, fosses, tranchées, chambres de visite, séparateurs, etc.). Le propriétaire doit aviser la municipalité de la mise en chantier.

A la fin du travail et avant le remblayage de la fouille, il est tenu d'aviser la municipalité, afin qu'elle puisse procéder aux constatations de la bienfaisance des travaux et en particulier de la parfaite séparation des eaux; si le propriétaire ne respecte pas cette condition, la fouille est ouverte une nouvelle fois, à ses frais.

Un exemplaire du plan d'exécution avec toutes les indications mentionnées ci-dessus, mis à jour et comportant les cotes de repérages, est remis par le propriétaire à la municipalité après l'exécution des travaux et ceci avant la délivrance du permis d'habiter.

Eaux artisanales ou industrielles
Art. 19.- Les entreprises artisanales ou industrielles doivent solliciter du département l'octroi d'une autorisation spéciale pour déverser leurs eaux usées dans la canalisation publique, que le bâtiment soit, ou non, déjà raccordé à l'équipement public.

Les entreprises transmettront au département (SEPE), par l'intermédiaire de la municipalité, le projet des ouvrages de prétraitement pour approbation.

Transformation ou agrandissement des eaux usées
Art. 20.- En cas de transformation ou d'agrandissement d'immeubles, d'entreprises industrielles, de modification du système d'évacuation des eaux usées ou de la nature de celles-ci, les intéressés doivent se conformer à la procédure des articles 18 et 19.

Epurateur des eaux usées hors du périmètre du réseau d'égout
Art. 21.- Lorsque la municipalité estime qu'une construction, génératrice d'eaux usées, est située hors du périmètre du réseau d'égout, donc non raccordable à la station d'épuration centrale, elle transmet au SEPE une demande pour l'assainissement des eaux usées de cette construction.

Le dossier de demande comporte un plan cadastral de la construction avec les coordonnées géographiques, un extrait de la carte nationale au 1:25'000 localisant la construction et les cours d'eaux voisins, avec les canalisations y aboutissant, ainsi qu'une description du système d'épuration et de l'exutoire existants. Il sera également précisé l'importance des eaux usées (résidence principale, résidence secondaire, nombre de pièces habitables, nombre d'habitants).

Si des transformations ou un agrandissement sont envisagés, les indications fournies porteront également sur l'état après la réalisation des travaux. Dans un tel cas, ou lorsque une nouvelle construction est projetée, la municipalité prendra préalablement contact avec le département des travaux publics, de l'aménagement et des transports, service de l'aménagement du territoire, afin de définir la procédure à suivre.

Obtention de l'autorisation cantonale pour une épuration individuelle

Art. 22.- Lorsque, selon l'article 21, le SEPE reçoit une demande, celui-ci vérifie tout d'abord que la construction concernée se situe hors du périmètre du réseau d'égout. Le cas échéant, cette instance détermine la marche à suivre en vue de l'obtention de l'autorisation cantonale requise pour la réalisation et l'exploitation d'une installation d'épuration.

L'étude, la réalisation et l'exploitation des installations d'épuration, situées hors du périmètre du réseau d'égout, sont aux frais du propriétaire.

Eaux claires

Art. 23.- Les eaux claires ne doivent pas être traitées par les installations d'épuration des eaux usées. Elles doivent être évacuées selon les dispositions de l'article 4.

Les eaux usées traitées ne doivent pas être évacuées dans le sous-sol par un ouvrage servant également à l'évacuation des eaux claires.

Octroi du permis de construire

Art. 24.- La municipalité ne peut délivrer de permis de construire, dans les cas prévus aux articles 21 et 22, avant l'octroi de l'autorisation du département.

Y. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Construction

Art. 25.- Pour tenir compte du gel et des charges dues au trafic, les canalisations se trouvant à l'extérieur des bâtiments sont posées à un mètre de profondeur au moins, faute de quoi toutes les précautions techniques sont prises pour assurer leur fonctionnement et leur stabilité. Les canalisations d'eaux usées doivent être placées à une profondeur plus grande que celle des conduites du réseau d'eau potable pour empêcher une pollution éventuelle de ces dernières.

Conditions techniques

Art. 26.- Pour les eaux usées, les canalisations sont réalisées en un matériau répondant aux normes d'étanchéité en vigueur.

Pour les eaux claires, le choix du matériau se fait en fonction des conditions locales.

Le diamètre minimum est de 15 cm pour les eaux usées et 15 cm pour les eaux claires.

La municipalité fixe les conditions techniques de raccordement.

Des chambres de visite de 80 cm de diamètre au minimum sont créées en tête de l'équipement privé. Des chambres de visite communes, eaux claires et eaux usées, même avec séparation intérieure, ne sont pas autorisées.

Raccordement

Art. 27.- Le raccordement de l'équipement privé doit s'effectuer sur les collecteurs publics dans les chambres de visite de 80 cm de diamètre au minimum, existantes ou à créer, ou par pièces spéciales posées sur le collecteur public.

Le raccordement doit s'effectuer par-dessus le collecteur public et y déboucher dans le sens de l'écoulement. L'article 18 demeure réservé.

Eaux pluviales

Art. 28.- En limite des voies publiques ou privées, les eaux de surface doivent être récoltées et infiltrées, voire conduites aux canalisations privées ou publiques d'eaux claires, selon les modalités, et à un emplacement approuvés par la municipalité.

Les raccordements privés amenant directement ou indirectement les eaux de surface au collecteur public doivent être munis d'un sac-dépotoir avec grille, d'un type admis par la municipalité.

Prétraitement

Art. 29.- Les propriétaires de bâtiments dont les eaux usées ne peuvent, en raison de leur qualité, être dirigés sans autre vers les installations collectives d'épuration, sont tenus de construire, à leurs frais, une installation de prétraitement conforme aux prescriptions du département (SEPE).

En cas de transformation ou d'agrandissement ultérieur du bâtiment, celle-ci est adaptée le cas échéant aux caractéristiques nouvelles du bâtiment et à l'évolution de la technique.

Artisanat et industrie

Art. 30.- Les caractéristiques physiques, chimiques et biologiques des eaux résiduaires provenant d'exploitations artisanales ou industrielles doivent correspondre en tout temps à celles exigées par l'ordonnance fédérale sur le déversement des eaux usées, ainsi qu'aux prescriptions particulières établies par le département (SEPE).

Les eaux usées dont la qualité, la quantité ou la nature sont susceptibles de perturber le fonctionnement des installations d'évacuation et d'épuration sont soumises à un traitement approprié avant leur introduction dans le collecteur public.

La municipalité ou le département peut requérir, aux frais du propriétaire, la construction d'installations spéciales de rétention, d'épuration ou de désinfection des eaux usées provenant d'établissements ou de bâtiments évacuant au collecteur public des eaux usées susceptibles de représenter des inconvénients ou des dangers pour l'hygiène ou la santé publique.

Toute modification de programme ou de procédé de fabrication ayant une incidence sur les caractéristiques (quantité ou qualité) des eaux résiduaires déversées, est annoncée au département et à la municipalité qui font procéder, le cas échéant, à des analyses aux frais de l'exploitant. La municipalité prescrit en accord avec le département, les mesures éventuelles à prendre.

Plan des travaux exécutés (artisanat et industrie)

Art. 31.- Un exemplaire des plans des travaux exécutés est remis par le propriétaire à la municipalité et au département (SEPE). Les différents réseaux d'eaux claires, usées ménagères, sanitaires, artisanales ou industrielles, doivent figurer sur ces plans ainsi que les installations de prétraitement avec leur évacuation. Un mémoire technique précisant la nature et la fonction de ces installations doit y être joint.

Contrôle des rejets (artisanat et industrie)

Art. 32.- La municipalité peut en tout temps faire analyser et jauger les rejets aux frais de l'exploitant. Sur demande de la municipalité, l'exploitant peut être tenu de présenter une fois par an, un rapport de conformité aux lois et ordonnances fédérales et cantonales applicables en matière de rejets. La municipalité en informe le département (SEPE).

Cuisines collectives et restaurants

Art. 33.- Les eaux résiduaires des cuisines collectives (établissements publics ou privés, hospitaliers, entreprises et restaurants) doivent être prétraitées par un dépotoir primaire et un séparateur de graisses, dont les dimensions sont déterminées sur la base des prescriptions du département (SEPE). Les articles 19 et 29, al. 2, sont applicables.

Ateliers de réparations des véhicules carrosseries

Art. 34.- Les eaux résiduaires des ateliers de réparations de véhicules, des carrosseries et des places de lavage doivent être traitées par des installations homologuées. Les prescriptions du département (SEPE) en matière de mesures d'assainissement, ainsi que les articles 19 et 29, al. 2, sont applicables.

Garages privés Art. 35.- Trois cas sont à considérer:

- a) l'intérieur du garage est dépourvu de grille d'écoulement: le radier doit être étanche et incliné en direction de l'intérieur, de manière judicieuse, pour recueillir les eaux résiduaires dans un puisard étanche. Les eaux de pluie récoltées par la grille extérieure doivent être déversées dans le collecteur public des eaux claires.
- b) l'intérieur du garage dispose d'une grille d'écoulement: les eaux résiduaires récoltées par la grille doivent être déversées dans le collecteur public des eaux usées, conformément aux directives de la municipalité.

c) la grille extérieure, recueillant les eaux pluviales et la grille intérieure sont raccordées sur la même canalisation: les eaux résiduaires doivent être traitées par un séparateur d'huile et d'essence conforme aux directives de l'Association suisse des professionnels de l'épuration des eaux (A.S.P.E.E.) avant d'être déversées dans le collecteur public des eaux claires.

Piscines

Art. 36.- La vidange d'une piscine s'effectue, après arrêt de la chloration pendant 48 heures au moins, dans un collecteur d'eaux claires. Les eaux de lavage des filtres et de nettoyage de la piscine avec des produits chimiques sont conduites dans un collecteur d'eaux usées.

Les prescriptions du département (SEPE) doivent être respectées.

Contrôle et vidange

Art. 37.- La municipalité contrôle la construction, le bon fonctionnement et la vidange régulière des installations particulières d'épuration des eaux usées ménagères, des séparateurs d'huiles et d'essence, ainsi que les séparateurs de graisses; elle détermine la fréquence des vidanges (au minimum une fois par an) en collaboration avec l'exploitant et l'entreprise de vidange autorisée.

Un contrat d'entretien peut être exigé par la municipalité ou le département (SEPE).

La municipalité signale au département tous les cas de construction ou de fonctionnement défectueux d'installations de ce genre et ordonne, conformément aux instructions du département, les mesures propres à remédier à ces défauts.

Déversements interdits

Art. 38.- Toutes les substances dont le déversement à la canalisation n'est pas autorisé (déchets spéciaux notamment) doivent être éliminées selon les directives des autorités compétentes.

Il est en particulier interdit d'introduire dans les collecteurs publics, directement ou indirectement, les substances suivantes:

- gaz et vapeurs;
- produits toxiques, infectieux, inflammables, explosifs ou radioactifs;
- purin, jus de silo, fumier;
- résidus solides de distillation (pulpes, noyaux);
- produits dont les caractéristiques ou les quantités pourraient perturber le fonctionnement des canalisations (sable, lait de ciment, déchets solides d'abattoirs et de boucheries, huiles, graisses, etc.);
- produits de vidange des dépotoirs, des fosses de décantation, des séparateurs de graisses et à essence, etc.

Le raccordement de dilacérateurs aux canalisations est interdit.

Suppression des installations privées

Art. 39.- Lors du raccordement ultérieur d'un équipement privé à l'équipement public, les installations particulières d'épuration sont mises hors service dans un délai fixé par la municipalité.

Ces travaux sont exécutés aux frais du propriétaire et ce dernier n'a droit à aucune indemnité.

Les installations de prétraitement doivent être maintenues.

VI. TAXES

Dispositions générales

Art. 40.- Les propriétaires d'immeubles bâtis et raccordés aux installations collectives d'évacuation et d'épuration des eaux participent aux frais de construction et d'entretien des dites installations en s'acquittant:

- a) d'une taxe unique de raccordement aux réseaux d'évacuation des eaux usées et claires (art. 41 et 42 ci-après);
- b) d'une taxe annuelle d'entretien des collecteurs d'eaux usées et et d'eaux claires (art. 43);
- c) d'une taxe annuelle d'épuration, (art. 44);
- d) cas échéant, d'une taxe annuelle spéciale (art. 45)

La perception de ces contributions est réglée pour le surplus par une annexe qui fait partie intégrante du présent règlement.

Taxe unique de raccordement EU et/ou EC

Art. 41.- Pour tout bâtiment nouvellement raccordé directement ou indirectement aux collecteurs publics d'eaux usées (EU) et/ou d'eaux claires (EC) il est perçu conformément à l'annexe une taxe unique de raccordement.

Taxe unique complémen-taire

Art. 42.- En cas de transformation, d'agrandissement ou de reconstruction d'un bâtiment déjà raccordé aux collecteurs publics d'eaux usées et/ou d'eaux claires, la taxe unique complémentaire de raccordement EU et/ou EC est réajustée aux conditions de l'annexe.

Taxe d'entretien des collecteurs EU et/ou EC

Art. 43.- Pour tout bâtiment raccordé directement ou indirectement aux collecteurs EU et/ou EC, il est perçu une taxe annuelle d'entretien aux conditions de l'annexe.

Taxe annuelle d'épuration

Art. 44.- Pour tout bâtiment dont les eaux usées aboutissent directement ou indirectement aux installations collectives d'épuration, il est perçu une taxe annuelle d'épuration aux conditions de l'annexe.

Taxe annuelle spéciale

Art. 45.- En cas de pollution particulièrement importante des eaux usées, il est perçu une taxe annuelle spéciale auprès des intéressés. Elle est en particulier due par les exploitations dont la charge polluante en moyenne annuelle est supérieure à 100 E.H. en demande biochimique en oxygène (DBO), demande chimique en oxygène (DCCO), phosphore ou matière en suspension et par celles qui sont dans l'impossibilité de mettre en place un prétraitement adéquat (par exemple séparateur de graisses pour les restaurants). La taxe annuelle spéciale est calculée en fonction du nombre d'équivalents-habitants.

Les services communaux, en collaboration avec l'association intercommunale pour l'épuration des eaux usées de la région morigienne (ERM), procèdent au contrôle et relèvement de la station. Les expertises demandées par le propriétaire sont à sa charge.

Les propriétaires d'immeubles soumis à la taxe annuelle spéciale peuvent être autorisés par la municipalité à installer à leurs frais une station de mesure et d'analyse de la charge polluante des eaux rejetées à l'égout. Dans ce cas, la taxation est opérée en tenant compte de mesures relevées par la station; les services communaux ou ceux de l'association intercommunale pour l'épuration des eaux usées de la région morigienne (ERM) procèdent au contrôle et au relèvement de cette station.

Le montant total des taxes annuelles d'entretien (art. 43), d'épuration (art. 44) et spéciales (art. 45) à payer par une exploitation industrielle ou artisanale ne peut être supérieur au coût effectif perçu pour un nombre d'équivalents-habitants.

Réajustement des taxes

Art. 46.- Les taxes prévues aux art. 41 à 45 ne peuvent cas échéant être réajustées que par modification de l'annexe.

Bâtiments isolés - installations particulières

Art. 47.- Lors de la mise hors service d'installations particulières et lorsqu'aucune taxe de raccordement n'a été perçue, les contributions prévues dans le présent chapitre deviennent applicables au propriétaire.

Affectation-comptabilité
Art. 48.- Le produit des taxes de raccordement est affecté à la couverture des dépenses d'investissement du réseau des collecteurs communaux EU et EC.

Le produit des taxes annuelles d'entretien est affecté à la couverture des dépenses d'intérêt, d'amortissement et d'entretien du réseau EU et EC.

Le produit des taxes annuelles d'épuration et spéciales est affecté à la couverture des frais qui découlent, pour la commune par l'épuration des eaux.

Les recettes des taxes prélevées au titre de l'évacuation et de l'épuration des eaux doivent figurer, dans la comptabilité communale dans un décompte des recettes affectées.

Exigibilité
Art. 49.- Le propriétaire de l'immeuble au 1er janvier de l'année en cours est responsable du paiement des taxes prévues aux articles 43, 44 et 45 au moment où elles sont exigées. En cas de vente d'immeuble ou de location si celle-ci implique la prise en charge par le locataire de la location du ou des compteurs et la consommation d'eau, et par conséquent des taxes ci-dessus, le relevé peut être demandé à la commune et une facturation intermédiaire effectuée.

Hypothèque légale
Art. 50.- Le paiement des taxes est garanti à la commune par l'hypothèque légale que lui confèrent les articles 189, lettre b) et 190 de la Loi d'introduction du Code civil suisse dans le Canton de Vaud.

Exécution forcée
Art. 51.- Lorsque des mesures ordonnées en application du présent règlement ne sont pas exécutées, la municipalité peut y pourvoir d'office, aux frais du responsable, après avertissement.

La municipalité fixe dans chaque cas le montant à percevoir et le communique au responsable, avec indication succincte des motifs et des délais de recours au Tribunal administratif du Canton de Vaud, en application de la loi sur la juridiction et la procédure administratives.

La décision ou taxe devenue définitive vaut titre exécutoire au sens de l'art. 80 de la Loi sur les poursuites pour dettes et la faillite (LP).

VII. DISPOSITIONS FINALES ET SANCTIONS.

Pénalités

Art. 52.- Celui qui, sans qu'il y ait délit au sens de l'article 70 de la Loi fédérale sur la protection des eaux ou infraction punissable en application du Code pénal au sens des art. 72 et 73 de la Loi fédérale, contrevient au présent règlement d'application ou aux décisions fondées sur ce règlement, est passible de peines prévues par l'art. 71 de la Loi fédérale.

La poursuite a lieu conformément à la Loi cantonale sur les contraventions et, dans les cas visés par les articles 70, 72 et 73 de la Loi fédérale, conformément aux dispositions du Code de procédure pénale.

Sanctions

Art. 53.- La poursuite des infractions en matière de protection des eaux contre la pollution est sans préjudice au droit de la Commune d'exiger la réparation du dommage causé par l'auteur de l'infraction.

En particulier, l'ensemble des frais liés au non-respect des conditions de déversement fixées aux art. 29 et 30 et relatif à l'exploitation et à l'entretien des installations communales et intercommunales de collecte, d'évacuation et d'épuration des eaux usées sont à la charge des industries ou artisans n'ayant pas respecté lesdites conditions.

Recours

Art. 54.- Les décisions municipales sont susceptibles de recours:
a) dans les 10 jours, au Tribunal Administratif lorsqu'il s'agit de décisions prises en matière technique
b) dans les 30 jours, à la Commission Communale de recours en matière d'impôts lorsqu'il s'agit de taxes.

Art. 55.- Le présent règlement abroge le règlement communal sur les égouts et l'épuration des eaux usées du 14 novembre 1969.

Art. 56.- Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par le Conseil d'Etat.

Adopté par la Municipalité dans sa séance du 15 novembre 1993

Le Syndic: La secrétaire:

Paulette Perret Y. Livet

Adopté par le Conseil général dans sa séance du 7 décembre 1993

Le Président: La secrétaire:

W. Gfeller M. Holzer

Approuvé par le Conseil d'Etat du Canton de Vaud, dans sa séance
du 5 janvier 1994

L'atteste, le Chancelier:
Walter Stern

COMMUNE DE LULLY

REGLEMENT COMMUNAL SUR L'EVACUATION ET L'EPURATION DES EAUX

ANNEXE

Art. 41a) La taxe unique de raccordement EU+EC est calculée au taux de 7 0/00 de la valeur d'assurance incendie du bâtiment rapportée à l'indice 100 de 1990.

Cette taxe est exigible du propriétaire sous forme d'acompte lors de l'octroi du permis de construire. La taxation définitive, acompte déduit, intervient dès la réception de la valeur ECA.

Art. 41b) Lorsqu'un bâtiment nécessite exclusivement d'être raccordé aux collecteurs publics EC ou EU:

- a) la taxe unique de raccordement EU est calculée au taux de 5 0/00
- b) la taxe unique de raccordement EC est calculée au taux de 2 0/00

Cette taxe est exigible du propriétaire sous forme d'acompte lors de l'octroi du permis de construire. La taxation définitive, acompte déduit, intervient dès la réception de la valeur ECA.

Art. 42 La taxe unique complémentaire de raccordement EU + EC est réajustée au taux de 3,5 0/00 pris sur l'entier de l'augmentation de la valeur d'assurance incendie rapportée à l'indice 100 de 1990.

Lorsque le bâtiment concerné n'est raccordé qu'aux collecteurs d'eaux usées ou qu'aux collecteurs d'eaux claires:

COMMUNE DE LULLY

MODIFICATIONS APPORTEES A L'ANNEXE
DU REGLEMENT COMMUNAL SUR
L'EVACUATION ET L'EPURATION DES EAUX

- a) la taxe unique complémentaire EU est réajustée au taux de 2,5 o/oo
 - b) la taxe unique complémentaire EC est réajustée au taux de 1 o/oo
- Cette taxe unique complémentaire n'est pas perçue en cas de révision pure et simple de la police d'assurance incendie non accompagnée de travaux ou lors de travaux non soumis à autorisation.

Art. 43.- La taxe annuelle d'entretien des collecteurs EU et/ou EC est fixée à 0,5 o/oo de la valeur ECA du bâtiment rapportée à l'indice 100 de 1990.

Art. 44.- La taxe annuelle d'épuration des EU est calculée:

- a) d'une part au taux de 0,3 o/oo de la valeur ECA du bâtiment raccordé aux EU, rapporté à l'indice 100 de 1990
- b) d'autre part à raison de Fr. -60 par m³ d'eau relevé au compteur par l'AIEB

La Municipalité accorde des exonérations lorsque l'eau est consommée à des fins professionnelles et n'est pas rejetée dans les collecteurs EU (agriculteurs, maraîchers, boulangerie, etc.)

La Municipalité prend en compte l'utilisation d'eau ne provenant pas de l'AIEB et se déversant dans les collecteurs EU (eau d'irrigation, eau industrielle, ciernes, sources, etc.)

Adopté par la Municipalité dans sa séance du 15 novembre 1993

Le Syndic La secrétaire

Paulette Perret Y. Livet

Adopté par le Conseil général dans sa séance du 7 décembre 1993

Le Président La secrétaire

W. Gfeller M. Holzer

Approuvé par le Conseil d'Etat du Canton de Vaud, dans sa séance du 5 janvier 1994

L'atteste, le Chancelier:
Werner Stern

Art. 43.- La taxe annuelle d'entretien des collecteurs EU epou EC est fixée à 0,17 o/oo de la valeur ECA du bâtiment rapportée à l'indice 100 de 1990.

Art. 44.- La taxe annuelle d'épuration des EU est calculée :

- a) d'une part au taux de 0,20 o/oo de la valeur ECA du bâtiment raccordé aux EU, rapporté à l'indice 100 de 1990
- b) d'autre part à raison de Fr. -40 par m³ d'eau relevé au compteur par l'AIEB

La Municipalité accorde des exonérations lorsque l'eau est consommée à des fins professionnelles et n'est pas rejetée dans les collecteurs EU (agriculteurs, maraîchers, boulangerie, etc.)

La Municipalité prend en compte l'utilisation d'eau ne provenant pas de l'AIEB et se déversant dans les collecteurs EU (eau d'irrigation, eau industrielle, ciernes, sources, etc.)

Adopté par la Municipalité dans sa séance du 25 octobre 2004

Le Syndic

Paulette Perret
Paulette Perret

La secrétaire

C. Trehan
C. Trehan

Adopté par le Conseil général dans sa séance du 16 novembre 2004

Le Président

V. Bolay
V. Bolay

La secrétaire

M. Willen
M. Willen

Approuvé par le Conseil d'Etat du Canton de Vaud dans sa séance du 15 août 2005

Le Chancelier
Vincent Grandjean

Date : 15 AOUT 2005



Grandjean

COMMUNE DE LULLY

MODIFICATIONS APPORTÉES À L'ANNEXE
DU RÈGLEMENT COMMUNAL
SUR L'ÉVACUATION ET L'ÉPURATION DES EAUX

(annule et remplace celles approuvées par
le Chef du Département de la sécurité et l'environnement le 5 août 2005)

Art. 43.- La taxe annuelle d'entretien des collecteurs EU et/ou EC est fixée à 0,25 % de la valeur ECA du bâtiment rapportée à l'indice 100 de 1990.

Art. 44.- La taxe annuelle de dépuración des EU est calculée :

- a) d'une part au taux de 0,25 % de la valeur ECA du bâtiment raccordé aux EU, rapporté à l'indice 100 de 1990
- b) d'autre part à raison de Fr. 0.60 par m³ d'eau relevé au compteur par l'AIEB

La Municipalité accorde des exonérations lorsque l'eau est consommée à des fins professionnelles et n'est pas rejetée dans les collecteurs EU (agriculteurs, maraîchers, boulangerie, etc.).

La Municipalité prend en compte l'utilisation d'eau ne provenant pas de l'AIEB et se déversant dans les collecteurs EU (eau d'irrigation, eau industrielle, citernes, sources, etc.).

Adopté par la Municipalité dans sa séance du 7 novembre 2011

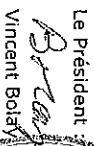

Marlise Holzer

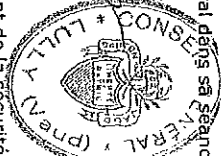


La secrétaire :

Corinne Tréhan

Adopté par le Conseil général dans sa séance du 5 décembre 2011

Le Président

Vincent Bolet



La secrétaire :

Lauren Blanc

Approuvé par le Département de la sécurité et de l'environnement

Lausanne, le 23 DEC. 2011

La Cheffe du département



